

Témoignage de Marie-Louise MARY, agricultrice française Rencontre de Bungoma – Décembre 2008



« Je ne vais pas revenir sur les détails qui vous ont été fournis dans la feuille présentant ce qu'était la ferme de mes parents.

J'y ai vécu une enfance heureuse en pleine nature. Scolarisée à partir de 6 ans à l'école du village, puis à 11 ans, deux années dans une école d'Angers, car à l'époque, il n'y a pas de collège plus près.

A 13 ans, retour à la ferme pour travailler. Je dois dire que jusqu'à 18 ans, le métier me paraissait lourd, pas propre, exigeant beaucoup de travail et de présence sur la ferme... et par ailleurs, peu considéré dans la société. On disait à un enfant peu doué pour l'étude : « toi, tu ne pourras être qu'un paysan ! ».

J'ajoute qu'après la crise financière et économique de 1929, les prix des produits agricoles étaient très faibles, d'où une maigre rentabilité.

La guerre contre l'Allemagne, de 1939 à 1945 a entraîné une diminution des travailleurs sur les exploitations et une demande alimentaire plus grande, suite aux déplacements de population, et réquisitions pour les armées, etc. Il fallait produire plus et les prix ont remonté. Le contexte changeait !

Mon futur mari, prisonnier de guerre en Allemagne, est rentré en 1945. Nous nous sommes mariés. Il aimait la terre et le métier d'agriculteur. Il s'y préparait depuis sa jeunesse, en suivant les cours de l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers. Il avait aussi effectué des stages de découverte dans plusieurs régions avec des façons culturales différentes... Nous avons pris la succession de mes parents sur la ferme et ses 25 ha.

En premier lieu, une réflexion approfondie sur la situation et quelques constats :

- Le nombre de productions disperse les efforts et on ne peut pas tout faire ! Mais que choisir ?
- Le manque d'engrais durant les années de guerre a appauvri les sols.
- Les habitudes et les traditions sont fortes, il est difficile de changer : celui qui change est regardé, soit avec le doute, soit mépris.
- Mais un phénomène nouveau se produit : Beaucoup de jeunes couples se sont installés comme nous. Des échanges entre nous, naît l'idée de créer des groupes pour mettre en commun nos réflexions. C'est décidé : nous allons constituer un CETA : centre d'études des techniques agricoles. On ne progresse pas seul, mais chercher ensemble, expérimenter, comparer, approfondir ensemble, cela donne des possibilités à chacun. Mais pour comparer, il faut des chiffres, il faut écrire tous les éléments susceptibles d'être comparés. Pour cela, nous avons pesé le lait de chaque vache, chaque traite, chaque jour. Cela permettait de voir les animaux performants et ceux qui l'étaient moins. Peser les veaux tous les 3 mois, pour voir leur croissance. Cette observation s'est étendue à toutes les productions, pendant de nombreuses années.
- Mais un autre besoin est apparu : connaître les chiffres globaux des recettes et dépenses. Pour cela, il faut une comptabilité. Cela ne s'est jamais fait en agriculture. Nous n'avions ni méthodes ni outils pour le faire. La Chambre d'Agriculture du Maine et Loire à Angers nous a proposé son aide. Mon mari et moi acceptons le projet. Une formule simplifiée d'enregistrement nous est proposée et une comptable experte est embauchée. Nous sommes en 1950 ! Les chiffres s'alignent et à la fin de 1950, nous recevons les premiers résultats. Ces résultats, je les ai conservés ! Si certains sont intéressés, je les ai avec moi ! La plupart des membres du CETA ont fait la démarche et nous pouvons, à l'aide d'un numéro anonyme, comparer nos résultats et nous situer sur une même échelle. C'est un stimulant pour améliorer les choses, voire changer ce qui va moins bien. C'était une belle occasion de progrès pour chacun. Les méthodes se sont développées peu à peu, pour améliorer les conclusions à tirer pour nos fermes.

La mécanisation

Vous verrez dans la feuille sur la ferme de mes parents : les outils étaient plutôt rudimentaires.

L'arrivée de l'électricité pour tous a été l'amorce d'une évolution considérable.

En premier, ce fut l'installation de la lumière, dans la maison, mais aussi dans les étables. Le travail a été facilité. Puis ce furent les appareils ménagers : fers à repasser, frigidaires, machines à laver, congélateurs, mais aussi tanks de refroidissement pour le lait, installation de pompes électriques pour l'eau, l'abreuvement des animaux, ...

Le téléphone, dans les années 60, a permis des communications rapides.

Les outils mécaniques sont arrivés : Fallait-il chacun acheter son tracteur, le plus puissant possible, pour les façons culturales, les transports, ... ?

Ce fut, pour mon mari et moi, l'objet d'une réflexion approfondie.

Sur la commune, un chef d'entreprise avait décidé de louer son tracteur pour les travaux, en le conduisant lui-même, à condition de recevoir une rémunération adéquate.

Nous avons le choix, soit d'acheter nous-mêmes et donc assumer nous-mêmes la conduite et l'entretien de l'outil, ce qui nous obligeait à un investissement couteux et pour cela, renoncer à aménager notre maison, comme nous désirions le faire pour les 6 enfants nés à notre foyer, soit payer l'entrepreneur pour les travaux qu'il effectuerait...

Nous avons choisi cette 2^e solution, car disait mon mari, « avec le tracteur loué, nous avons aussi le service de l'homme qui le conduit et nous pourrons faire les travaux de la maison, pour une vie meilleure et plus agréable pour tous ».

Toujours choisir

Une autre décision a été prise dans les années 50 : choisir une production principale. Ce fut la production de lait, choisie après l'étude et la réflexion des années 50.

Choisir une race laitière la plus performante à cette époque : la Française Frisonne Pie Noire.

Les premiers spécimens sont venus de Hollande et l'arrivée de l'insémination artificielle permettait de choisir de bons sujets pour la reproduction.

En même temps, il faut bien choisir l'alimentation adaptée (trèfle et luzerne) produite sur notre sol, il faut donner aux animaux un logement plus confortable, ce qu'on a appelé une stabulation : liberté de mouvement, propreté et l'eau à discrétion par des abreuvoirs automatiques.

Le résultat, comme toujours en agriculture, fut long à venir.

Certes, il y eut un progrès immédiat, mais il fallut 20 années pour passer d'un volume de 9000 litres de lait annuels à 90 000 litres.

Tout se fait dans la durée et demande patience, volonté, effort et courage.

De nombreux voyages d'études en France et en Europe nous ont confirmés dans la devise apprise dans notre jeunesse : « Voir – Juger – Agir » comme une attitude constante dans la vie.

Notre place dans la société

Passons maintenant à un autre aspect de notre existence : quelle fut notre place dans la société ?

Dès son retour de captivité en Allemagne, mon mari fut sollicité pour soutenir et rendre vivant le syndicalisme agricole qui était peu développé.

Il fut actif au niveau communal et cantonal, redonnant un élan à l'organisation pour qu'elle soit efficace au service des agriculteurs. Il fut ensuite administrateur d'une coopérative d'insémination artificielle départementale.

Par ailleurs, convaincu de la nécessaire formation des jeunes pour le métier et la vie rurale, il développe des cours hebdomadaires de formation dont il assure la direction, appelés cours post-scolaires.

Tout cela, avec l'exploitation agricole et les rencontres du CETA, faisait des journées bien remplies.

Mais ce ne fut pas tout : en 1959, mon mari fut élu Maire de la commune sans s'être présenté. Il exerça cette fonction pendant 24 ans ;

La Promotion féminine

J'ai aussi été appelée : à cette époque, les agricultrices n'avaient pas de statut social, c'est-à-dire qu'elles ne figuraient sur aucun document. Au plan social, elles étaient épouse de l'exploitant, et rien d'autre. Cela veut dire : pas de droits sociaux, pas de retraite...

Pas besoin de s'exprimer sur les problèmes ou les choix professionnels, ça ne comptait pas !

En 1957, une lettre me propose une démarche nouvelle : une branche féminine va être créée au sein du syndicalisme agricole – étais-je d'accord pour y participer ?

Grosse interrogation, car, à l'époque, j'avais déjà 4 enfants... Si je disais oui, j'aurais des réunions à suivre, à Angers, à Paris et ailleurs.

Ensemble, avec mon mari, nous avons réfléchi et ensemble décidé qu'il fallait dire oui ! Pourquoi ?

- parce qu'il y avait un réel travail pour que les femmes prennent toute leur place dans la société,
- parce qu'en participant aux travaux du syndicat, les femmes découvriront la réflexion, l'étude des sujets, l'évolution et les nouveautés dans la profession,
- parce que les couples, hommes et femmes, seraient ainsi à un même niveau intellectuel et mieux à même de prendre les décisions ensemble,
- c'était un chemin pour parvenir à un statut social de l'agricultrice, lui donner de droits sociaux et l'amener peu à peu à être présente dans la société.

C'est cette démarche qui aujourd'hui me permet d'avoir une retraite personnelle.

Un défi était devant moi : « convaincre les agricultrices et les agriculteurs du bien-fondé de cette démarche.

Constituer des équipes féminines à tous les niveaux : local, départemental, national.

Animer des réunions et participer à la structure syndicale. Nous n'étions que 2 femmes à Angers, au Conseil d'Administration, qui comptait 30 à 40 « messieurs ». Pas facile de se faire entendre !

Et puis, il y eut des désaccords... ; certains estimaient que nous détournions les femmes de leur devoir de Mère et de ménagère.

Dans d'autres instances, comme en région parisienne, nous n'étions pas assez agricultrices, d'où bien sûr des contradictions.

Dans ma région, nous avons pu constituer une trentaine de groupes de femmes. Il y avait à la fois prise de conscience, désir de se former et volonté de participer. Chacune a gagné en confiance !

Quelques « techniciennes » embauchées par la Chambre d'Agriculture départementale nous aidaient à préparer des programmes pour les rencontres.

Des voyages d'études et découvertes ont été mis en place uniquement pour les femmes, qui ont pu ainsi visiter Paris, le Sénat, la Chambre des Députés, la Tour Eiffel, quelques musées, etc....

Nous avons rencontré des Ministres, des Présidents du parlement, et même le Parlement européen, à Strasbourg. Nous avons visité d'autres régions de la France.

Malgré les tâtonnements, la structure fondée en 1957 tient toujours et les agricultrices qui le souhaitent peuvent s'y inscrire.

Mais les temps changent, c'est inévitable ! La mécanisation a supprimé des postes de travail. Les ouvriers agricoles étaient 150 sur ma commune en 1945 – aujourd'hui, il n'en reste qu'un seul !

Les agricultrices elles-mêmes doivent « choisir » car souvent l'exploitation familiale ne peut plus les rémunérer. Elles travaillent à l'extérieur, comme infirmières, ou dans les maisons de retraite et dans les travaux ménagers à domicile.

Tout ce parcours, pour moi, ce fut une profonde formation. J'ai pu comprendre, au-delà des problèmes journaliers, la marche de la société, son évolution, ses limites, ses contraintes... Cela m'a valu, après l'âge de la retraite, d'être présente au plan national, dans le syndicat des retraités agricoles.

L'harmonie avec mon mari a été profonde, nous étions complémentaires l'un de l'autre. Je crois aussi avoir apporté à mes enfants une ouverture au monde, une liberté d'analyse, mais aussi un sens de la solidarité, de la justice, une force dans les aléas de la vie, un respect pour des choix différents...

Je terminerai par une phrase de Louis Pasteur, notre « chercheur », et j'en accueille tout le sens :

« Le progrès ne mérite d'exister que s'il est partagé par le plus grand nombre »